

LETTRE DE LIAISON

Des militants combattant
pour le **Front Unique**
des organisations syndicales
de l'enseignement public

N°300
5 mai 2020

ISSN 1245 - 0286

<http://www.frontunique.com>

Intervention du représentant Front Unique, professeur des écoles, au CDFN de la FSU par visioconférence

A bas le plan Philippe !

A bas le pseudo-protocole sanitaire !

Les dirigeants de la FSU doivent se prononcer sans détour :

Pas de réouverture des établissements scolaires le 11 mai !

Le confinement avait été décidé à l'improviste, en conséquence de la gabegie sanitaire dont le gouvernement et ses prédécesseurs portent la responsabilité : aucune anticipation, non-renouvellement des réserves stratégiques de masques, des tenues de protection et médicaments notamment.

Pendant toute la période du confinement, le gouvernement a poursuivi sa politique criminelle en libéralisant par exemple le marché des masques au profit de grandes entreprises comme Michelin, Renault ou les grandes surfaces !

Aujourd'hui, ce même gouvernement affirme d'un côté qu'il serait urgent de « déconfiner » sans aucune garantie sanitaire sérieuse, et de l'autre côté il prolonge sa loi dite d' « urgence sanitaire », ce qui lui permet de légiférer par ordonnance et de poursuivre sans entrave le saccage méthodique du droit du travail et des libertés démocratiques. Il ne combat pas l'épidémie, mais il l'invoque à sa guise pour cautionner sa politique anti-ouvrière !

C'est dans ce cadre que nous sommes sommés de reprendre le chemin des écoles et des bahuts. Nous savons pertinemment que c'est au nom des intérêts économiques du capitalisme français que le gouvernement a décidé de sacrifier les enseignants et les enfants des familles populaires (parce que ce sont leurs parents qui sont envoyés au charbon) ; et de risquer de provoquer la 2ème vague de la pandémie.

Le plan présenté par Philippe et voté au pas de charge par l'Assemblée présente deux caractéristiques fondamentales : le premier, c'est qu'il évacue de lui-même toutes les arguties sanitaires ou sociales invoquées par le gouvernement ; quel sens cela a-t-il d'envoyer les enfants en première ligne du déconfinement si ce n'est d'instaurer une garderie au compte du patronat ? Et d'autre part, c'est la dislocation programmée et consciente de la force constituée par les enseignants et personnels de l'Éducation Nationale qui rejettent massivement la réouverture des établissements scolaires : en étalant cette rentrée par niveaux, en décalant les réouvertures d'écoles, collèges et lycée, avec sa carte des départements « rouges » ou « verts » etc.

Il est donc de la responsabilité de la FSU et de ses syndicats de dénoncer cette politique ! A bas le plan Philippe !

Par ailleurs, il faut prendre très au sérieux les propos tenus par Blanquer dans son interview au *Figaro* du 3 mai : « *Nous sommes en train d'inventer un système* ». L'école « à la carte », en fonction des couleurs de département et des décisions des maires, l'école "au volontariat" des parents, sous contrainte du patronat et du gouvernement qui supprime le droit au chômage partiel, l'école avec des « priorités » pour certaines catégories plutôt que d'autres : c'est la destruction de l'enseignement public. C'est le saccage de toute pédagogie, le saccage des statuts (présentiel/distanciel...), le saccage de toute chance de préparer correctement la rentrée de septembre, ce qui veut dire que ce qui est expérimenté aujourd'hui a vocation à être prorogé !

Cette réouverture crée avant tout les conditions d'un désastre sanitaire, avec un "protocole" qu'aucune autorité scientifique ne cautionne ; qui n'est même pas un protocole, car il dégage toute responsabilité du gouvernement. Ce sont des injonctions ineptes, irresponsables et intenable qui exposent les enseignants en première ligne du point de vue des responsabilités.

Les enseignants se sentent dans l'impasse et l'impuissance parce qu'aucun appel syndical national n'exprime la seule revendication qu'ils veulent entendre : « il est hors de question de reprendre le 11 mai ! ».

Il est de la responsabilité de notre organisation de ne pas laisser les enseignants isolés, reprendre le chemin de l'école lundi, la peur au ventre, la gorge serrée.

Le communiqué de la FSU du 26 avril disait que « *les conditions ne sont pas réunies pour une réouverture le 11 mai* ». Depuis le discours de Philippe, cette appréciation a disparu ! Et les directions du SNES et du SNUipp lui emboîtent le pas, jusqu'à signer, pour cette dernière, un appel lamentable avec le SGEN-CFDT et le SE-UNSA. Ce tournant brutal et bureaucratique, imposé d'en haut, est d'ores et déjà rejeté par de nombreuses sections départementales du SNUipp.

Benoît Teste nous dit que la FSU a déposé un préavis. Mais ça ne rassure pas les collègues ! Ça veut dire : chacun se débrouille dans son coin. C'est la marque de l'abandon d'un mot d'ordre qui unisse, c'est la marque de la volonté d'abandonner tout combat collectif et unitaire face au gouvernement.

Benoît ajoute : « *La grève, il ne faudrait pas que ce soit le moyen principal. Il y a le droit de retrait, le droit d'alerte, il y a différents moyens.* » Mais le droit de retrait, c'est exactement la même chose : les collègues se retrouvent seuls, ce sont des actions individuelles soumises à la pression hiérarchique.

Au contraire de cette orientation, le CDFN doit se prononcer clairement :

Pas de réouverture des établissements scolaires le 11 mai !

A bas le plan Philippe !

A bas le "protocole sanitaire" !

La FSU doit adresser un véritable ultimatum au gouvernement : si ce gouvernement persiste, il est de sa responsabilité d'appeler nationalement et dans l'unité avec les autres organisations syndicales à la grève pour permettre aux enseignants de résister.

Le courant Front Unique informe les enseignants et personnels

Défense du pseudo-protocole, refus de se prononcer et d'appeler nationalement à la mobilisation contre le 11 mai : ce qu'ont expliqué les dirigeants de la FSU

En ouverture de ce CDFN sans vote (pour la première fois de l'histoire de la FSU), Benoît Teste a précisé :

« *La FSU dépose un préavis de grève à partir du 11 mai pour couvrir les actions collectives destinées à obtenir le respect des conditions sanitaires strictes qui ne pourraient pas s'obtenir dans un autre cadre. L'écriture signifie que de l'avis du secrétariat, le 11 mai, la grève ne sera pas, ou il ne faudrait pas que ce soit le moyen principal pour obtenir les garanties sanitaires et pour contester éventuellement des réouvertures dans un cadre qui ne serait pas sécurisé. Il y a le droit de retrait, y a le droit d'alerte, il y a différents moyens (...) Ce n'est donc pas un appel à la grève, qui par ailleurs pourrait être mal compris, mal interprété.* »

Dans sa réponse aux interventions du CDFN, il a ajouté :

- **Rejet de tous les amendements mettant en cause le pseudo-protocole Blanquer** : « *Il faut quand même qu'on dise à nos collègues qu'il faut s'appuyer sur ce protocole qui fixe des conditions minimales (...) Il ne faudrait pas qu'on donne l'idée qu'il ne peut pas être un point d'appui (...) Oui on est assez acritiques sur le protocole mais (sa phrase s'arrête, ndlr)... oui il faudra l'améliorer pour septembre.* »

La secrétaire nationale du SNES, Frédérique Rolet, est intervenue dans le même sens.

Régis Metzger, représentant de la direction nationale du SNUipp, a indiqué que le pseudo-protocole répondait au besoin d'un cadre sanitaire national, et que l'enjeu était désormais de le décliner localement : « *Le SNUipp sera aux côtés des professeurs, par un préavis de grève et autres outils : droit d'alerte, droit de retrait. C'est aux collègues sur place de décider de la reprise ou non.* »

Les enseignants et personnels apprécieront.